



PRÉFET DE LA SEINE-SAINT-DENIS

PRÉFECTURE

DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET DES COLLECTIVITÉS LOCALES

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

DDDCL/BE

Arrêté préfectoral n° 2014-1314 du 16 mai 2014 de mise en demeure
de la société ORGANOTECHNIE sise 27 rue Jean Mermoz à LA COURNEUVE

Le préfet de la Seine-Saint-Denis
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 et R. 512-39-1 paragraphe II et III ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 00-4495 du 7 novembre 2000 autorisant la société ORGANOTECHNIE à exercer ses activités relevant de la nomenclature des installations classées 27 rue Jean Mermoz à La Courneuve et l'arrêté complémentaire n° 2012-2232 du 27 juillet 2012 portant sur les rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 21 mars 2014 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le courrier de la préfecture en date du 14 avril 2014, demandant à l'exploitant de formuler ses observations à l'issue des quinze jours ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport et du courrier susvisés ;

Considérant que lors de la visite en date du 25 février 2014, l'inspecteur de l'environnement des installations classées a constaté les faits suivants :

- l'absence de plan du site permettant de localiser les différents exutoires, extractions, ventilations, conduits avec leurs caractéristiques, débit, hauteur de cheminée, nature des émissions et les mesures de réductions des émissions olfactives envisagées ;

- concernant la mise en conformité des rejets aqueux, l'exploitant a mis en place un traitement des eaux et une recirculation destinés à rendre acceptables les émissions de H₂S mais des émanations ponctuelles sont encore relevées ;

- afin de permettre de maîtriser les émissions en H₂S, il est prévu de stocker et de traiter

biologiquement les eaux particulièrement chargées en pollution issues du lavage "machine à laver".

- l'exploitant n'avait pas mis en place la suppression des concentrats acides ni l'élimination en tant que déchets des résidus d'acides glutamiques et chlorhydriques qui avaient été annoncés lors de la dernière visite.

- l'exploitant n'avait pas fourni d'éléments techniques, simulations, analyses, permettant de garantir le traitement des eaux de lavage "machine à laver" pouvant suffire à atteindre la mise en conformité des rejets ;

- les installations ne sont pas conformes aux articles 5 et 7 de l'arrêté du 7 novembre 2000 qui garantissent la sécurité du réseau et fixent les valeurs limites d'émission dans les rejets aqueux ;

- il a été relevé des non conformités non notables notamment des émissions atmosphériques impliquant le non respect des articles 14 et 15 de l'arrêté du 7 novembre 2000.

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 5, 7, 14 et 15 de l'arrêté préfectoral n° 00-4495 du 7 novembre 2000 ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société ORGANOTECHNIE de respecter les prescriptions dispositions de l'article 5, 7, 14 et 15 de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de de la Seine-Saint-Denis,

ARRETE

Article 1^{er} : La société ORGANOTECHNIE exploitant une installation sise 27 rue Jean Mermoz sur la commune de LA COURNEUVE est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 5, 7, 14 et 15 de l'arrêté préfectoral n° 00-4495 du 7 novembre 2000 ; en mettant en conformité les rejets aqueux dans un délai de **trois mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Conformément aux articles L. 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de MONTREUIL, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

- par les demandeurs ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Ces délais ne font pas obstacle à l'exécution de la décision, même en cas de recours gracieux ou hiérarchique.

Article 4 : le présent arrêté sera notifié à la société ORGANOTECINIE et publié au recueil des actes administratifs du département.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis, la sous-préfète de Saint-Denis, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France, le maire de La Courneuve, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera publiée au bulletin d'informations administratives de la préfecture de la Seine-Saint-Denis.

Le Préfet


pour le préfet et par délégation
le secrétaire général

Hugues BESANCENOT